



LA REVUE CANADIENNE.

MONTREAL, 20 NOVEMBRE, 1846.

NOUVELLES D'EUROPE.



Arrivée du Great Western et de l'Acadia.

Hier soir entre six et sept heures, les malles d'Angleterre, apportées par le Great Western jusqu'au 31 octobre et par l'Acadia jusqu'au 4 novembre, sont arrivées en cette ville. Nous avons reçu ce matin nos journaux anglais jusqu'au 4 novembre et nos journaux français jusqu'au 1er novembre; c'est aujourd'hui le 20! Comme on voit, l'Acadia a eu un passage de moins de 12 jours entre Liverpool et Boston. C'est un des passages les plus rapides.

Les nouvelles ne sont pas sans importance. Le marché aux grains et de la fleur a subi une baisse.

La rumeur de la prochaine réunion des chambres en Angleterre a été contredite avant le départ du Steamer, par la nouvelle officielle que le parlement est prorogé au 12 février.

Les mariages Espagnols occupent encore la presse anglaise et française, qui trouve un nouveau sujet de discussion dans les troubles récents du Portugal. Nous renvoyons nos lecteurs aux extraits.

Lord Elgin, notre nouveau Gouverneur est arrivé à Londres le 31 octobre, de sa résidence en Ecosse. Au départ du steamer le jour de son départ pour le Canada n'était pas encore fixé.

Sir Allan McNab était passager à bord du Great-Western.

La misère en Irlande est parvenue à un point véritablement alarmant. On pourra voir dans une autre colonne quelques détails sur ce sujet.

Smith O'Brien, chef de la Jeune Irlande, organise une autre association de Rappel.

Le Great-Britain est encore sur son lit de sable, dans la Baie de Dundrum. Le plan qu'on se propose d'exécuter pour l'en tirer consiste en une explosion sous marine de plusieurs Bombes rangées en demi cercle près de la partie du vaisseau engagée dans le sable. On espère que l'explosion fera partir tout le sable qui le retient; en même temps des bateaux le toueront pour le faire sortir de cette place dangereuse.

ANGLETERRE.— Dans les cercles les mieux informés, on prétend que le parlement sera réuni le mois prochain. Lord John Russell et le chancelier, dit-on, sont décidés à le réunir ou à donner leur démission, si les autres membres du cabinet ne se rangent pas à leur manière de voir. La question sera définitivement résolue mercredi prochain, sinon plus tôt. D'après le Standard, on dit aussi qu'un prochain conseil, on proposera d'ouvrir les ports et de suspendre le droit actuel de quatre shellings sur les blés.

On dit qu'Abel-el-Kader, qui paraît être toujours du côté de Tazza (Maroc), a organisé un corps assez considérable de troupes, et reçu tout récemment de Gibraltar de grands approvisionnements d'armes et de munitions.

On croit, au Havre, qu'une expédition ne tardera pas à être dirigée sur Madagascar.

Le bruit court hier à la Bourse, mêlé à certaines nouvelles atténuantes de Lisbonne, que Dona Maria s'était embarquée sur un vaisseau anglais.

On annonce de Saint-Petersbourg que le cabinet russe a répondu à la communication que le gouvernement britannique lui a faite au sujet du mariage Montpensier, d'une manière tout à fait conforme aux réponses de l'Autriche et de la Prusse.

M. le maréchal Bugeaud était attendu jeudi à Marseille. Le vapeur le Camelion était prêt à sa disposition pour le transporter en Afrique.

Ces jours derniers, la reine Victoria et le prince Albert étaient en visite à Hatfield-House, résidence du marquis de Salisbury. Les salons de S. M., dans cette résidence princière, se composent de sept salons, à l'huile orientale du palais; ils sont meublés magnifiquement, en bois, satin et or. De tous côtés, on voit, parmi les ornements, figurer les armes royales et les insignes de l'ordre de la Jarretière.

Le marquis de Salisbury s'est porté à la rencontre de la reine jusqu'à St. Alban. Au dernier relais, on a attelé à la voiture quatre magnifiques chevaux d'un noir d'ébène, appartenant au noble marquis. Les piqueurs du marquis ont remplacé sur les chevaux les postillons de la reine. Un détachement de la yeomanry de South-Hertx (dont le marquis est commandant) était sous les armes.

Il y a eu un magnifique banquet dans la salle de marbre.

— L'amirauté anglaise déploie une grande activité. Dans quelle pensée et pour quelle fin? C'est le sujet des préoccupations des journaux de Londres.

« On parle de la France, de l'Espagne, du Portugal et des Etats-Unis; mais on ne s'arrête à rien. Le seul fait avéré, c'est que d'imposants préparatifs se poursuivent dans les ports de la Grande-Bretagne. A-t-on recouru, chez nous, la nécessité de se tenir en mesure pour les éventualités qui peuvent surgir tout à coup? On paraît s'en préoccuper et ce serait là, plus que le départ des troupes et des bâtiments destinés à l'Océanie, l'objet des conférences que M. le vice-amiral Dupetit-Thomas, mandé à Paris, a eues avec les ministres de la marine et des affaires étrangères.

— Le voyage de M. le duc de Montpensier et de sa jeune épouse, pour revenir à Paris se fera, dit-on, à petites journées, et ils doivent s'arrêter dans les principales villes d'Espagne et de France, où des fêtes brillantes leur seront données. Le séjour des jeunes époux à Madrid sera d'une quinzaine de jours, et ils arriveront à Paris du 8 au 10 novembre prochain.

INONDATION EN FRANCE. Un horrible désastre, succédant au feu des incendies et précédant peut-être celui d'une disette, porte dans ce moment la ruine et la désolation dans nos départements.

Jamais calamité plus grande ne frappa nos concitoyens et ne plongea tant de famille dans la misère, le deuil et le désespoir. Des milliers de maisons ébranlées, de vastes contrées envahies par les flots et condamnées à une inévitable et longue stérilité, d'innombrables récoltes perdues, d'innombrables troupeaux détruits, des populations entières, humbles hier, et réduites aujourd'hui à la plus affreuse détresse; la Loire, le Leir, le Rhône, la Maine, la Nièvre, l'Adour, le Var et leurs affluents, charriant, pêle-mêle, maisons, meubles, arbres, bestiaux et cadavres humains; partout des décombres, des ruines, et pour comble d'infortune, la maladie s'abattant déjà sur les malheureux auxquels l'inondation a laissé le fardeau d'une vie de douleurs et de regrets; tel est le spectacle que présente aujourd'hui un tiers du territoire.

PORTUGAL.— La nouvelle du soulèvement d'Oporto s'est confirmée. Le duc de Terceira a été arrêté et enfermé dans la tour du Fort. La junte d'Oporto a proclamé don Pedro V, et déclaré la reine exclue du trône. Le marquis de Loulé, mari de l'infante d'Anna, s'est mis à la tête de la junte de Coimbra. Le comte Das Antas préside celle d'Oporto. On a organisé à Coimbra quatre bataillons qui doivent se réunir aux forces de la province d'Aveiro pour marcher sur la capitale. Les bâtiments à vapeur, tant de l'état que des particuliers, se sont mis à la disposition de la junte d'Oporto.

— Les dernières nouvelles venues de Portugal sont à la date du 17. La fermentation était telle à Lisbonne, que le roi Ferdinand, qui avait rassemblé des troupes pour s'en aller en guerre, était forcé de réserver toutes ses forces contre un soulèvement imminent. Les bataillons patriotes de Coimbra s'avancèrent vers la capitale; on avait été obligé d'envoyer un bataillon à Coimbra pour empêcher une insurrection qui menaçait le palais de la reine. Mais le mouvement populaire grossissait aux portes mêmes de Lisbonne; les insurgés s'étaient fortifiés à Malfa et de là de toutes les forces du gouvernement. On attendait dans la nuit du 18 au 19 l'éruption insurrectionnelle de la capitale, et déjà dans la journée du 17 il avait été question d'un changement de ministère; un affidé avait été envoyé au comte Das Antas pour offrir une transaction. En supposant, ce qui est fort douteux, que celui-ci pût l'accepter, il ne réussirait pas probablement à sauver la couronne de dona Maria.

— Les correspondants de Madrid des journaux anglais, accusent le cabinet espagnol d'être l'instigateur du coup d'Etat de Lisbonne. D'après ces bruits, 6 millions de réaux (1,500,000 fr.) ont été envoyés de Madrid à Lisbonne pour soutenir les troupes, et aujourd'hui il serait sérieusement question d'intervenir; on désigne même le corps du général Pavin, fort de 10,000 hommes; Narvaez commanderait l'expédition. Gonzales Bravo serait parti pour Lisbonne avec de pleins pouvoirs. Mais, avant tout, pour mobiliser le corps d'armée, il faudrait 20 millions de réaux (5 millions de francs); et on ne les a pas. L'on ne sait à qui les emprunter.

— La société des économistes de Madrid a offert, le 14, un magnifique banquet à M. Cobden. On y a prononcé plusieurs discours en faveur de la liberté du commerce; M. Cobden s'y est fait beaucoup applaudir; mais on a applaudi plutôt sa façon de dire que ses paroles, car il n'a parlé qu'en anglais, et de toute la réunion, presque personne ne comprenait cette langue.

— L'état de la Galicie inspire des alarmes sérieuses au gouvernement autrichien. L'esprit de révolte se propage parmi les paysans. Le journal allemand de Francfort annonce, d'après une correspondance de Leuberg du 18 octobre, que des pelotons de cavalerie commandés par des sous-lieutenants et accompagnés d'ecclésiastiques parcouraient les grandes routes. Ces détachements armés ont l'ordre de fusiller à l'instant même tous les individus qui résisteraient à leurs ordres, et les prêtres sont chargés d'administrer les sacrements à ceux qui doivent mourir. Cette justice à l'espagnole n'est pas faite pour inspirer aux paysans galiciens, désabusés sur la sincérité de leurs protecteurs, une vive reconnaissance envers le gouvernement paternel de l'Autriche. Celui-ci met comme toujours sa confiance dans les émissaires l'agitation qui continue à se manifester dans la classe agricole. Edouard Dembowski, ancien secrétaire du dernier gouvernement révolutionnaire à Cracovie, est toujours censé diriger la résistance des paysans. De nombreuses patrouilles s'écourent près des frontières de la Hongrie pour surveiller, dit-on, les mouvements des réfugiés qui se cachent dans les monts Carpathes, mais en réalité pour interrompre toute communication avec les patriotes hongrois.

MISERE DE L'IRLANDE.

La situation de l'Irlande devient de plus en plus menaçante pour le gouvernement de la Grande-Bretagne. Les désordres qui se succèdent au milieu des populations affamées, témoignent de l'intensité du mal. A Youghal, qui avait déjà été le théâtre des troubles de la nature la plus grave, le peuple s'est porté, le 25 octobre, à des violences telles que l'intervention des magistrats, de la majorité du clergé catholique a pu à peine prévenir les plus grands excès. Pendant vingt-quatre heures, la ville a été livrée à une anxiété horrible; on craignait une attaque de vive force qui aurait abouti à un pillage général; à trois heures de l'après-midi, la troupe était sous les armes, les boutiques étaient fermées. Heureusement, dit un témoin oculaire, l'ennemi ne s'est pas présenté jusqu'aux portes, et l'attroupement s'est dispersé après avoir reçu l'assurance de secours prompts et immédiats. Des souscriptions ouvertes à l'improviste ont produit 2,500 liv. (63,000 fr. environ), qui ont été sur-le-champ employés en achat de maïs destiné aux pauvres gens.

A Crookhaven, la misère est arrivée à sa dernière limite. Le 25 octobre également, une masse énorme d'individus, en proie à la plus horrible détresse, s'est précipitée, comme une avalanche, dans le village de Goien; ils déclaraient que leur misère était intolérable, qu'elle dépassait tout ce qu'on peut attendre de la patience humaine.

« Nous pouvons à peine, s'écrièrent les malheureux, faire un seul repas en vingt-quatre heures. Nous sommes près de succomber à la faim, nous aimerions mieux mourir de besoin que de toucher à ce qui appartient à autrui, s'il ne s'agissait que de nous-mêmes; mais nous ne pouvons supporter les cris de nos enfants qui nous demandent du pain que nous n'avons pas à leur donner. Il y a trop longtemps qu'on nous nourrit exclusivement d'espérance, l'ouvrage qu'on nous promet viendra trop tard. Il ne nous restera plus assez de force pour travailler! »

Les prêtres catholiques qui étaient présents leur ont, comme à Youghal, adressé quelques mots d'exhortation, leur assurant que les gentlemen des comités de secours ne négligeraient aucune démarche pour faire connaître leur misère à qui de droit, et pour provoquer l'ouverture des rentes votées par le parlement, afin de donner de l'ouvrage au peuple. Ces assurances ont été reçues par l'attroupement d'un air moitié reconnaissant, moitié irrité.

A Waterford, une première collision a eu lieu, le 29 septembre, entre le peuple et la troupe. Les soldats ont été sur le peuple; ils ont tué plusieurs personnes, dont deux sont mortes le lendemain matin des suites de leurs blessures. A Dungarvon, à Sligo, des scènes non moins alléchantes ont eu lieu dans les premiers jours d'octobre. A Sligo, le pain destiné à la maison des pauvres a été enlevé par les destinataires et déposé sur place. Les boulangers ont été attaqués. Un journal anglais publie les faits suivants, pour montrer la détresse à laquelle est en proie Cork, l'une des villes les plus peuplées et les plus riches de l'Irlande. Qu'on juge de ce que doivent être les souffrances de la population des campagnes: « On peut se faire une idée de la misère qui règne dans cette ville par le nombre de personnes qui accourent chaque matin à la maison des pauvres (work-house), pour y réclamer le secours extérieur (outdoor relief) qui se distribue sous forme de déjeuner. D'après le rapport du directeur, 217 personnes ont déjeuné aux frais du public le mardi 27 septembre; 301 mercredi; 279, jeudi; 742, vendredi; 1,000, samedi; et enfin 1,419, le dimanche.

Un journal de Cork adjure le gouvernement de ne pas perdre un temps précieux, de laisser de côté les principes de l'économie politique, et de se hâter d'intervenir pour régler les prix des denrées. « Dans l'espace de trois semaines, dit cette feuille, le prix du tonneau de maïs s'est élevé de dix à quinze livres sterling; une foule de malheureux vendent à vil prix meubles, vêtements et couvertures, pour acheter des denrées à 5 0/0 au dessus de leur valeur réelle. Que le gouvernement intervienne donc pour régler le prix des articles nécessaires à la vie, s'il veut prévenir de sérieuses calamités. »

Comment conjurer des calamités semblables? Le ministère anglais opposera-t-il seulement la force à la force? A cet égard le Times déclare avec beaucoup de sens que toutes les troupes de l'Angleterre ne suffiraient pas à comprimer l'Irlande réduite au désespoir, et il ajoute: « D'ailleurs, la farine de blé et d'avoine est plus facile à digérer que le plomb des balles et le fer des boulets. » Le gouvernement semble vouloir employer les ressources de la force et celles de l'humanité; mais les mesures qu'il a prises, dans l'intérêt de l'humanité, ne sont ni assez promptes, ni assez abondantes.

SUISSE ET PORTUGAL.

Des révolutions viennent d'éclater en même temps en Suisse et en Portugal, à l'est et à l'ouest de la France. Quelle a été la conduite de notre cabinet dans ces deux affaires? Quelle influence peuvent-elles avoir sur nous, sur notre avenir? Telles sont les questions qui préoccupent maintenant l'attention publique.

Il y a deux mois à peine le Portugal, fatigué du despotisme brutal de Costa-Cabral, avait renversé le ministère, tout en respectant le nom et l'autorité de la reine; la reine avait cédé en apparence; elle avait en apparence écouté les plaintes de ses peuples, et choisi un nouveau cabinet dont le but secret était de gagner du temps et de lui rendre un jour, par des voies détournées, le pouvoir qu'elle avait perdu. Mais dona Maria s'est impatientée de ces lenteurs; elle a reçu des conseils et a pris foi dans sa force; en conséquence, elle a suscité une conspiration militaire, et dans une même nuit, elle a nommé d'autres ministres, aboli la constitution tout en promettant de la respecter, et la garde nationale tout en déclarant qu'elle veillerait elle-même à

la conservation des libertés publiques. Au moment où nous écrivons, le Portugal est en feu; une junte insurrectionnelle a proclamé la déchéance de dona Maria, et il ne serait pas possible que les prochains courriers nous apprirent qu'elle a de fait perdu sa couronne.

Or, veut-on savoir de lui sont venus les conseils constitutionnels, les conseils prudents qui l'ont décidée? Ils lui sont venus de Paris; ils lui ont été donnés par le cabinet des Tuileries. Il y a peu de temps, le ministre Saldanha, principal auteur de cette contre-révolution qui peut coûter si cher à la fille de don Pedro, a traversé Paris, il a été vu, il a été sollicité, pressé de détruire dans son pays la révolution et les révolutionnaires. On le nie aujourd'hui, on le nie en vain. On aagi de même pour l'Espagne; il n'est pas un ministère espagnol, appelé en France depuis dix ans par ses fonctions ou ses affaires, qui n'ait été vu, pressé, sollicité de détruire aussi en Espagne la révolution et les révolutionnaires. Ce sont les termes consacrés.— Nous pourrions citer les noms; rapporter des faits; nous n'en avons pas besoin. Ne sait-on pas ce qu'ont fait à Madrid les Narvaez et les Gonzalez Bravo, et par quelle main ils ont été soutenus et dirigés. Ce qu'on a fait en Espagne, on devait le faire et on l'a fait en Portugal.

Voilà pour ce qui concerne la conduite de nos ministres dans cette affaire; les suites peuvent en être graves.

La question portugaise n'intéresse pas seulement la France, elle intéresse surtout l'Espagne et l'Angleterre. Si l'insurrection de Porto triomphe, si la déchéance de dona Maria devient un fait, le Portugal se trouvera par-là même en hostilité avec l'Espagne, car il aura des institutions que le gouvernement d'Isabelle refuse à la péninsule. Le Portugal protégera donc, ostensiblement ou en secret, la cause des mécontents espagnols; il leur fournira des armes, de l'argent et un lieu sûr pour se constituer en armée. Or, pour qui connaît l'Espagne, il est hors de doute que, s'il se présentait une armée qui attaquât les Isturitz, les Narvaez et les Martinez de la Rosa, le pouvoir d'Isabelle ne fût sérieusement en péril.

Le cabinet de Madrid pressent le danger qui le menace; il a des velléités d'intervention, et il vient d'ordonner une levée de 25,000 hommes. Il n'osera pas intervenir, parce qu'il craindra l'Angleterre; dans tous les cas il n'est pas en état d'intervenir immédiatement et son intervention serait tardive. Ce n'est pas impunément qu'on impose à un peuple un pouvoir ou un ministère qui lui déplaît. Que le gouvernement espagnol dégraisse maintenant ses provinces, pour envoyer une armée sur Badajoz, les provinces, délivrées des forces militaires, s'insurgeront et le danger ne sera que déplacé.

Tout dépend donc maintenant du parti que prendra l'Angleterre. Si elle se décide à protéger l'insurrection portugaise, l'insurrection triomphera; dona Maria sera renversée, et Isabelle devra trembler sur son trône. M. Guizot n'aura pas tardé à fournir à lord Palmerston un moyen de prendre une ample revanche. Lord Palmerston saisira-t-il l'occasion? Nous le présumons, quoique avec regret, puisque la France pourrait en souffrir. Son pays est irrité; il demande qu'on punisse le cabinet des Tuileries, et le ministre ne voudra pas paraître, sous le poids d'une défaite, devant le parlement qui doit bientôt s'assembler. Appuiera-t-il en Espagne Espartaco et don Enrique ou le comte de Montemolin? Voudra-t-il placer aux portes de la France, un état presque républicain ou une restauration? Il serait imprudent à nous d'émettre une opinion à cet égard. Don Enrique vient de diminuer ses chances par une lettre à Espartaco, et il déclare se retirer, pour ainsi dire, de la carrière politique. Celles du comte de Montemolin s'augmentent, au contraire, de la protection des puissances du nord, dont l'Angleterre se rapproche ostensiblement depuis la funeste affaire du mariage. Mais, d'un autre côté, l'intérêt de l'Angleterre, en Espagne, est d'être propagandiste; elle est liée avec Espartaco; elle le protège, elle protège le parti progressiste. Sous quelque aspect que l'on considère la question, il n'en peut donc sortir que des événements graves. M. Guizot avait promis la paix et son imprévoyance aura, au contraire, plongé le pays dans les incertitudes d'un avenir qui n'est pas sans danger.

La question suisse est différente. La Suisse est pour nous un bouclier, un rempart; c'est une forteresse qui se garde d'elle-même et que nous n'avons besoin ni d'approuver ni d'entretenir. Mais cette forteresse s'est tournée contre nous en 1814 et en 1815; elle pourrait encore faire de même, et nous mettrait par là en péril; car, sous le rapport militaire, les attaques qui viennent du côté de la Suisse sont, pour nous, les plus dangereuses.

Qu'avons-nous à faire pour que la Suisse se défende toujours contre la Germanie? une chose fort simple. C'est de contribuer de nos efforts et de notre influence à établir en Suisse un gouvernement et des institutions incompatibles avec les gouvernements et les institutions germaniques. Alors, et dans l'intérêt de sa propre conservation, le gouvernement suisse ne permettra pas aux armées germaniques, qui ne manqueraient pas de le renverser, de pénétrer sur son territoire. Il refusera les passages si on les lui demande; il les défendra, si on les attaque, et, en les défendant, il nous défendra nous-mêmes. Par la seule force des choses, il deviendra ainsi notre allié. Nous l'avons avec nous au lieu de l'avoir contre nous.—(La Semaine).

CRISE DANS L'INDE.

D'après les nouvelles de l'Inde du 27 août, le Punjab était à la veille de grandes catastrophes. Conformément au traité de Kassour, c'est le 1er octobre, que l'armée anglaise devait vacuer Lahore. Lord Henry Hardinge avait

supposé que l'intervalle de six mois, ainsi laissé à la reine Chanda et à son ministre Lal-Sing leur suffirait pour établir solidement leur gouvernement. Il était d'autant plus fondé à le croire, que Goulah-Sing se trouvait désormais désintéressé dans les nombreuses intrigues qui avaient si long-temps agité la monarchie et que, d'un autre côté, l'armée du Khalsa avait été suffisamment châtiée pour être dégoûtée d'émeutes.

Mais Lal-Sing et la reine, au lieu de songer à se consolider, n'ont pensé qu'à mener joyeuse vie; leur cour, protégée par les baïonnettes anglaises, n'a pas été moins dissolue qu'autrefois; leurs orgies n'ont pas discontinué; seulement, il y a eu un peu moins de bruit et de scandale. Jusqu'à son arrivée au ministère, Lal-Sing n'était que méprisé; on voyait en lui un parvenu sans courage et sans mérites. Depuis, en violant tous les usages et en blessant tous les préjugés de ses compatriotes, il s'en est fait détecteur, et la masse du peuple n'attendait que le départ du dernier escadron anglais pour se soulever et égorger la reine avec son amant.

Lord Hardinge ne se faisait aucune illusion à cet égard. Aussi, tout en se préparant à retirer au 1er octobre, la division anglaise cantonnée dans le Punjab, il rassemblait des forces considérables, tant à Feroze pour qu'entre le Sutledge et le Bias, pour être à même de tirer des événements le meilleur parti possible. Le soulèvement des populations contre l'autorité de la reine sera le signal de la rentrée immédiate de l'armée d'occupation à Lahore puis elle deviendra subsidiaire, c'est-à-dire qu'elle sera définitivement installée dans le pays, dont elle constituera désormais exclusivement la force armée, et dont elle absorbera tous les revenus. « Le royaume de Lahore, disent les Débats, sera ainsi ainsi la destinée commune et devra être classé dans la même catégorie que Oude, Hyderabad, Nagpore, etc., dont l'existence politique n'est plus qu'un vain simulacre, absorbée qu'elle est en effet, par la protection de l'Angleterre.

En sera de même infailliblement de Goulah-Sing, que cette puissance a constitué gouverneur indépendant de Jamon; ou plutôt ce personnage, attirant une guerre par son ingratitude et ses menées contre les anglais, s'en verra vaincu par eux, et de son pouvoir éphémère il ne conservera même pas le titre nominal.

En dédommagement de la protection qu'il accordera au Punjab, lord Hardinge a, dit-on, l'intention de se faire concéder par Lal-Sing le territoire et la capitale du Multan, contrée riche et industrielle, où les anglais pourraient établir un vaste entrepôt commercial. « Le jour où Multan, ajoutent les Débats, arborera le drapeau britannique ouvrira une ère nouvelle de grandeur et de prospérité pour la domination anglaise dans l'Inde. »

Une pareille éventualité doit fixer l'attention des hommes d'état.

— Au premier septembre le choléra avait cessé à Taberan, où il a enlevé, dit-on, 7,000 individus. Le shah a perdu le plus jeune de ses trois fils; six princesses et plusieurs princesses de la descendance de Fethi-Ali-Shah ont succombé.

Le docteur Cloquet a pu sauver la mère du prince royal et la fille unique du shah, qui vaient été atteintes du fléau.

RUSSIE.— On sait qu'un des fils de Chamill, le héros du Caucase, fut fait prisonnier, il y a quelques années, dans une rencontre; il n'était âgé que de huit ans. L'empereur le fit élever d'une manière distinguée, et le plaça à l'école militaire, où il fit de rapides progrès et se signala comme un des meilleurs élèves. Jamais il ne parla de son père, et semblait avoir oublié les lieux de sa naissance; ses camarades eux-mêmes et ses professeurs ignoraient son origine, et il figurait sur les états sans un autre nom que le sien. Il sortit de l'école militaire au mois de juillet dernier, et fut envoyé comme élève sous-lieutenant dans le régiment de Finlande. Il y a un mois, il a disparu tout-à-coup laissant une lettre adressée à son colonel, dans laquelle il lui apprenait la vérité sur sa naissance, et lui disait que, quoique jeune encore, son cœur n'avait jamais cessé de battre pour la patrie absente et qu'il allait rejoindre son père et ses frères. Cette nouvelle a produit dans le pays la plus grande sensation. Le jeune Chamill, qui n'est âgé que de dix-huit ans, émit estimé de tous ses camarades, qui aujourd'hui ne peuvent s'empêcher d'admirer son courage et l'héroïque patience qu'il a montrée pendant si longtemps. On suppose qu'il est parvenu à gagner la Suède. On a arrêté une famille de riches paysans finlandais soupçonnés d'avoir favorisé sa fuite.

LETTRES ESPAGNOLES.

MADRID.

Il y a déjà long-temps, Monsieur, que pour accomplir ma promesse j'aurais dû vous écrire et vous donner le détail des fêtes dans lesquelles Madrid a subi sa somnolence habituelle; mais comment trouver une heure au milieu de ce bruit, de ce défilé, de cette foule?— Durant huit jours ce n'est été que fêtes, feux d'artifices, courses de taureaux, etc. L'Espagne entière semblait s'être transportée à Madrid. Navarrais, Catalans, Galiciens, montagnards de la Sierra de Rouda, enfants de la Galice et des Asturies, tous les voyageurs de la Péninsule enfin, abjurant toute haine, se donnaient la main à la puerta del sol, et réalisant pour la première fois le grand rêve de l'unité monarchique de l'Espagne. Je n'entreprendrai pas, vous le concevez, Monsieur, de vous donner une cent et unième description des fêtes du mariage. Vous savez ce que disait, en parlant de Madrid, le capitaine Muller dans son voyage resté célèbre: « Je visite en ce moment la huitième des sept merveilles du monde. » Eh bien! ce mot qui vous paraît peut-être paradoxal, à vous qui êtes fier de votre grand et beau Paris, a été littéralement vrai du 10 au 15 octobre 1846. Imaginez la magnifique promenade du Prado et les admirables avenues qui l'entourent, garnies, comme un pays enchanté, de girandoles, de lanternes de couleur. Les rues d'Alcala,